

NON AUX OGM DANS NOS CHAMPS ET NOS ASSIETTES

Des citoyens, élus, militants associatifs et syndicaux de Haute-Savoie ainsi que des associations, syndicats et partis politiques ont décidé de **mener une action dans le département** pour dire « **non aux OGM dans nos champs et nos assiettes** ».

A l'instar d'environ 80% des européens, ils refusent de se laisser imposer non seulement la consommation, mais aussi, préventivement, la culture en plein champ tant pour des essais que pour l'exploitation commerciale des OGM.

Les OGM n'ont à ce jour apporté **aucune preuve ni de leur utilité ni de leur pertinence économique**, et ce serait même plutôt le contraire. Ils n'ont pas non plus apporté la preuve de **leur innocuité** à moyen et long terme par rapport à l'écosystème et au vivant. La division avérée des chercheurs sur la question, de même que certains errements scientifiques récents (vache folle, sang contaminé par exemple), devraient d'ailleurs au minimum inciter à observer le **principe de précaution**.

Aujourd'hui on constate le recul permanent de nos représentations parlementaires à l'échelon européen et national sur cette question, soumis à **une forte pression des lobbys économiques** principalement orchestrés par les grandes **firmes multinationales**, empressées qu'elles sont à breveter le vivant pour réaliser toujours plus de profits.

Les citoyens **exigent la garantie que des recherches objectives**, réalisées en milieu confiné avec toutes les précautions nécessaires, en concertation avec la société civile et largement rendues publiques **continuent d'être menées**.

Jusqu'à présent, des actions syndicales et citoyennes déterminées (Confédération Paysanne, ONG et Associations, faucheurs volontaires, pétitions, etc.) ont seulement permis de maintenir un état de veille médiatique, sans quoi la dissémination des OGM dans nos campagnes et dans nos garde-mangers serait un état de fait depuis longtemps.

Etant entendu que **seule une action concertée**, forte de la signature du plus grand nombre de représentants de la société civile **a quelque chance de se faire entendre**, il est proposé à toutes les organisations, associations, etc. la signature de cette plateforme commune d'engagement pour une action concertée.

Sur la base de cette plateforme, et fortes du positionnement des élus de la région Rhône-Alpes (Rhône-Alpes sans OGM), des actions citoyennes relayées par chaque organisation (courriers, presse, rassemblements, etc.) seront menées en direction des cibles suivantes: **les cantines scolaires et en général la restauration collective**, la grande distribution, les collectivités locales, etc. (non exhaustif), en exigeant que des engagements clairs soient pris sur la question de la consommation, la commercialisation et la culture des OGM.